

Baccalauréat Technologique

Session 2015

Épreuve d'Histoire-Géographie

**Série : Sciences et Technologies
du Management et de la Gestion**

Durée : 2 heures 30

Coefficient : 2

Les calculatrices ne sont pas autorisées

**Le candidat doit répondre à toutes les questions de la 1^{ère} partie.
*10 points***

**Le candidat traitera au choix un seul des quatre exercices de la 2^{nde} partie.
*10 points***

*Ce sujet comporte 11 pages numérotées de 1/11 à 11/11.
La feuille **Annexe page 11 /11** est à rendre avec la copie d'examen*

Première Partie

Questions d'histoire

- 1) Proposez une date qui illustre les nouveaux types de conflictualités au début du XXI^{ème} siècle et justifiez-la. **(2 points)**

- 2) Citez un acteur anticolonialiste et son pays d'action. **(1 point)**

- 3) « La V^{ème} République attribue au Président de la République une place majeure. » Justifiez cette affirmation. **(2 points)**

Questions de géographie

- 4) Proposez une définition de la notion de « division internationale du travail (DIT) ». **(1 point)**

- 5) Indiquez deux caractéristiques de la présence de la France dans le monde. **(2 points)**

- 6) Complétez la carte et sa légende en annexe, en localisant et nommant un exemple pour chaque information demandée. **(2 points)**

Seconde Partie

Quatre exercices sont proposés ci-dessous. Vous traiterez un seul de ces exercices.

Exercices portant sur des sujets d'étude du programme d'histoire

Exercice n° 1 Sujet d'étude du programme : **L'Amérique latine, entre domination traditionnelle des États-Unis et remise en cause du leadership nord-américain**

Document 1 : Extrait de l'allocution du président américain George Bush, 20 décembre 1989.
Source : Archives du *New York Times* (<http://www.nytimes.com>)

Mes chers concitoyens,

Hier soir, j'ai ordonné l'intervention de l'armée des États-Unis au Panama.

Aucun président ne prend une telle décision à la légère. Ce matin, je tiens à vous dire ce que j'ai fait et pourquoi je l'ai fait. Depuis près de deux ans, les États-Unis, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont travaillé ensemble pour résoudre la crise au Panama. Les objectifs des États-Unis ont été de sauvegarder la vie des Américains, de défendre la démocratie au Panama, de lutter contre le trafic de drogue et de protéger l'intégrité du Traité du canal de Panama. De nombreuses tentatives ont été faites pour résoudre cette crise par la diplomatie et les négociations. Toutes ont été rejetées par le dictateur du Panama, le général Manuel Noriega, inculpé de trafic de drogue. Vendredi dernier, Noriega a déclaré que sa dictature militaire était en état de guerre avec les États-Unis et il a publiquement menacé la vie des Américains au Panama. [...]

Les courageux Panaméens élus par le peuple de Panama lors des élections de mai dernier, le président Guillermo Endara et les vice-présidents Calderon et Ford ont assumé la direction légitime de leur pays. [...]

Les États-Unis aujourd'hui reconnaissent le gouvernement démocratiquement élu du Président Endara. [...]

J'espère que les Panaméens tourneront la page de ce chapitre sombre de la dictature et iront de l'avant en tant que citoyens d'un Panama démocratique avec ce gouvernement qu'ils ont eux-mêmes choisi.

Document 2 : Extrait du discours du secrétaire d'État John Kerry devant l'assemblée de l'Organisation des États américains (OEA), 18 novembre 2013

Source : <http://iipdigital.usembassy.gov> (site Internet du Département d'État américain)

Dans les premiers temps de notre république, les États-Unis ont fait un choix concernant leur relation avec l'Amérique latine. Le président James Monroe, qui était aussi un ancien secrétaire d'État, a déclaré que les États-Unis agiraient unilatéralement, et dans la pratique, à titre de protecteur de la région. La doctrine qui porte son nom affirmait notre autorité à intervenir et à nous opposer à l'influence des puissances européennes en Amérique. Et tout au long de l'histoire de notre pays, les présidents qui se sont succédé ont renforcé cette doctrine et fait un choix identique.

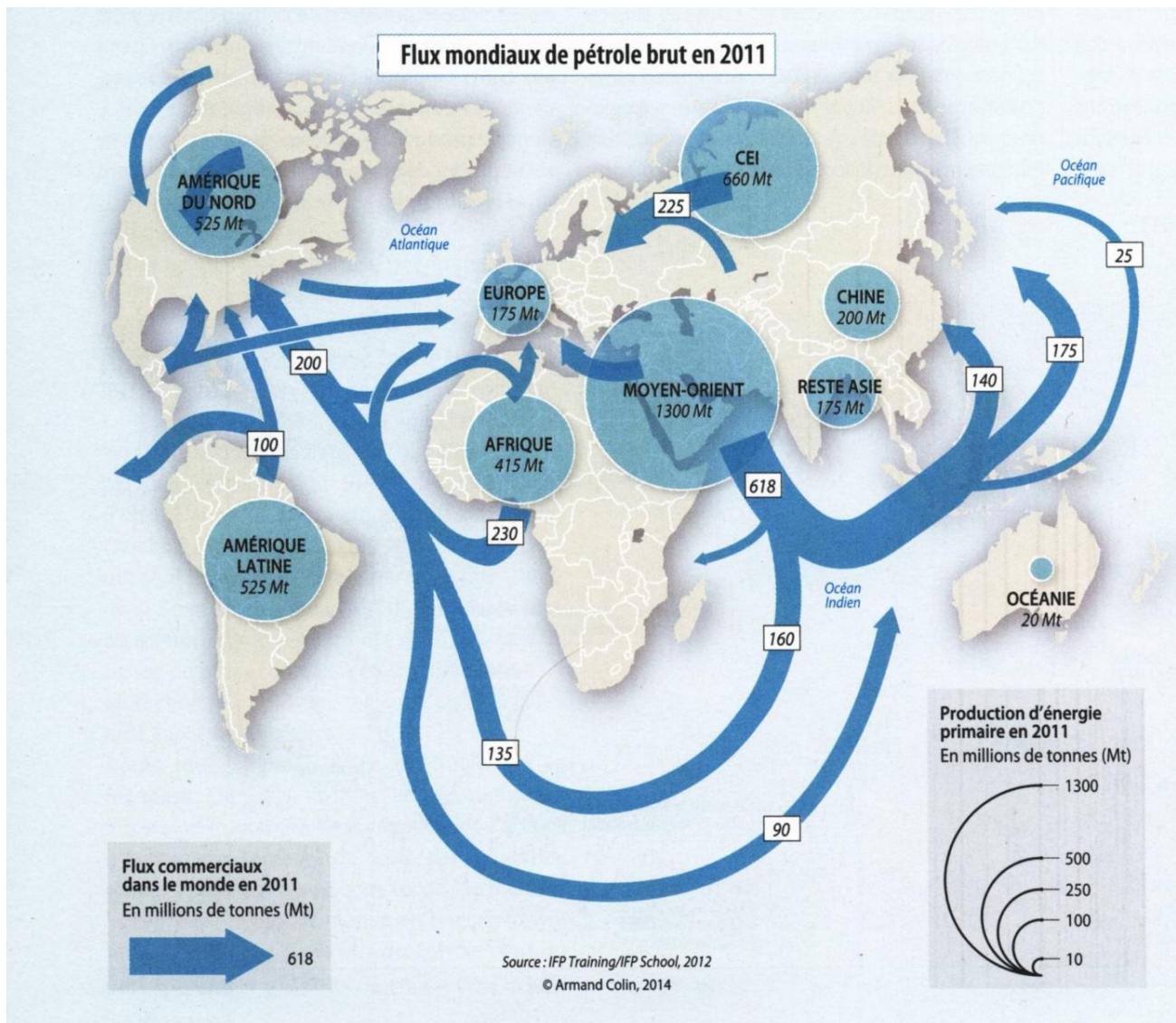
Aujourd'hui, toutefois, nous avons un choix différent à faire. L'ère de la doctrine Monroe est révolue. (Applaudissements) [...] La relation que nous cherchons et que nous nous évertuons à favoriser n'a rien à voir avec une déclaration des États-Unis qui stipulerait quand et comment nous irions intervenir dans les affaires d'autres États des Amériques. Il s'agit au contraire pour tous nos pays de se voir égaux les uns aux autres, de partager les responsabilités, de coopérer sur les questions de sécurité et d'adhérer non pas à une doctrine, mais aux décisions que nous prenons en partenaires pour faire avancer nos valeurs et intérêts communs.

Questions

- 1) Quels motifs avance George Bush pour justifier l'intervention américaine au Panama ? (Document 1)
- 2) Sur quelle doctrine repose cette intervention au Panama ? Expliquez-la. (Documents 1 et 2)
- 3) Quel changement annonce John Kerry dans la politique des États-Unis vis-à-vis de l'Amérique latine ? (Document 2)
- 4) Montrez que ces documents illustrent les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine et leurs évolutions depuis 1945.

Exercice n° 2 Sujet d'étude du programme : **Le Moyen-Orient et le pétrole**

Document : Flux mondiaux de pétrole brut en 2011



CEI (Communauté des Etats Indépendants) : organisation économique formée par la Russie et certains de ses proches voisins.

Energie primaire : ici, pétrole non transformé.

Questions

- 1) Présentez le document (nature, informations présentées).

- 2) Mesurez le plus précisément possible le poids du Moyen-Orient dans la production pétrolière mondiale. Quels sont les principaux États pétroliers de cette région ?

- 3) Vers quelles régions les flux pétroliers venus du Moyen-Orient se dirigent-ils ? Pourquoi ?

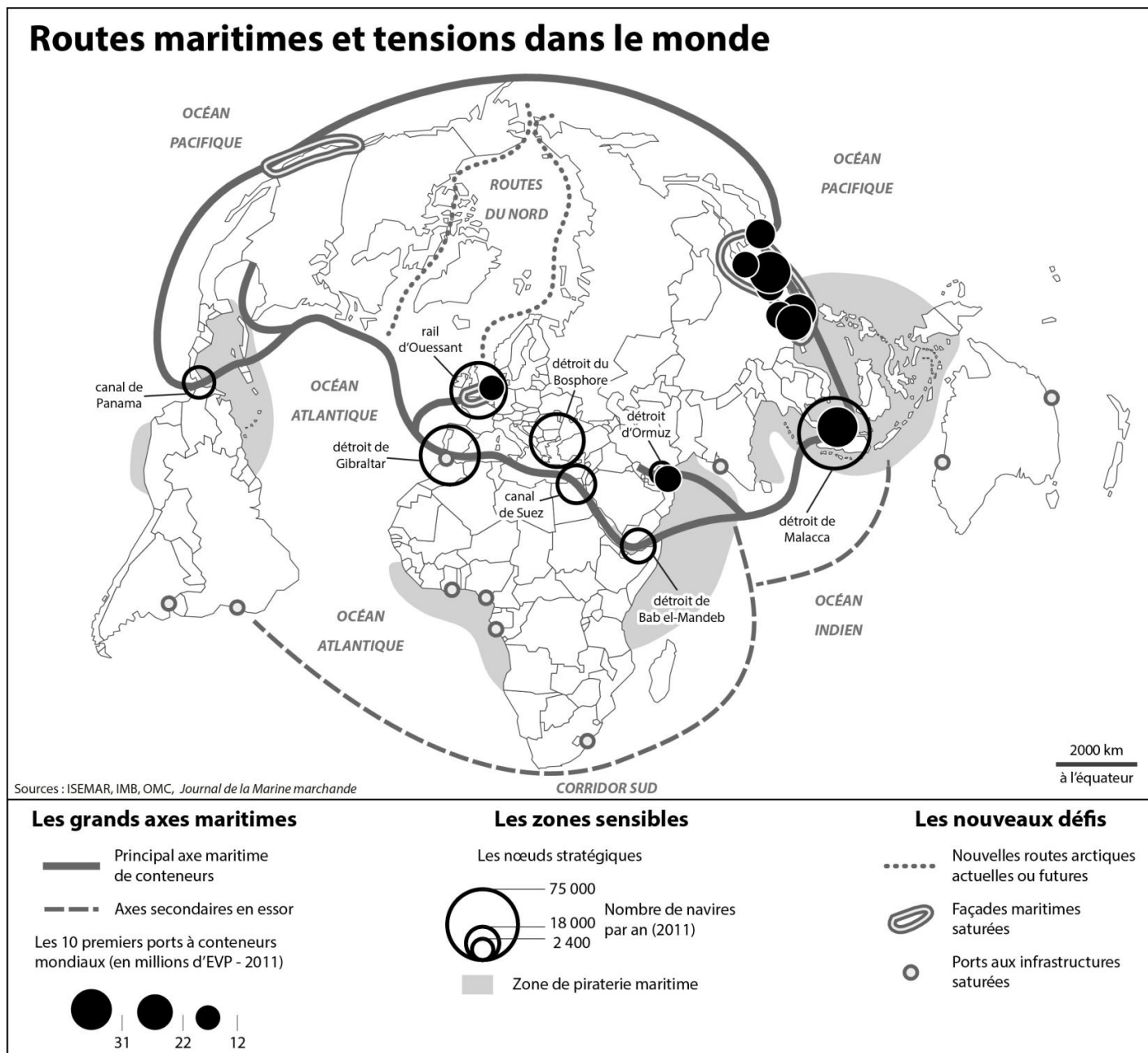
- 4) En quoi ce document montre-t-il que le Moyen-Orient est au cœur des enjeux stratégiques mondiaux ?

Exercices portant sur des sujets d'étude du programme de géographie

Exercice n° 3 Sujet d'étude du programme : **Transports et routes maritimes**

Document 1 : Routes maritimes et tensions dans le monde en 2011

Source : d'après Tristan LECOQ (dir.), *Enseigner la mer. Des espaces maritimes aux territoires de la mondialisation*, Scérén-CRDP de l'académie de Rennes, 2013.



EVP = équivalent vingt pieds

Document 2 : Lutte contre la piraterie maritime

Source : Réponse du ministre de la Défense à la question écrite n° 66103 de l'Assemblée nationale, *Journal officiel*, 16 février 2010

La piraterie maritime concerne actuellement trois zones principales. Elle sévit au large de l'Afrique (à l'ouest, dans le golfe de Guinée et à l'est, au large de la Somalie), en Asie du Sud-est, notamment dans le golfe du Bengale, le détroit de Malacca et la mer de Chine méridionale ainsi qu'au large de l'Amérique centrale et du Sud. [...] Un rapport de la RAND Corporation (institution américaine de recherche privée à but non lucratif) estime le nombre d'attaques et de tentatives d'attaques à 214 durant la période 1994-1999 et à 2 458 entre les années 2000 et 2008, ce qui souligne l'augmentation très importante de ces pratiques au cours de la dernière décennie.

Durant les dix dernières années, 3 200 marins auraient été enlevés par des pirates parmi lesquels 500 blessés et 160 tués. [...] S'agissant de la zone du détroit de Malacca, alors qu'elle constituait une menace pour le trafic maritime à destination de l'Asie du Sud-Est et des États-Unis (25 % du trafic maritime y transitant), la piraterie a pu être jugulée par l'implication forte des États riverains (Malaisie, Indonésie et Singapour). Le détroit de Malacca n'est ainsi plus classé route maritime dangereuse par le Lloyds Register (société de classification maritime britannique) depuis fin 2006. S'agissant des zones d'approche de la Somalie, la piraterie y revêt un caractère unique, lié notamment à l'importance stratégique du golfe d'Aden pour les flux maritimes, en particulier énergétiques, et aux modes opératoires spécifiques des pirates. Afin de faire face à cette menace, diverses actions ont été mises en œuvre : l'opération ATALANTA (sous l'égide de l'Union européenne), l'opération OCEAN SHIELD (forces navales OTAN), une coalition maritime de circonstance (la TF 151), dans le cadre des forces maritimes américaines dans la zone Moyen-Orient et océan Indien (USNAVCENT), ainsi que des actions menées par des forces navales de nombreux pays (Chine, Russie, Inde, Japon, Indonésie, Malaisie, Arabie Saoudite, Yémen...).

Au sein d'ATALANTA, la France déploie un dispositif de plus de 250 hommes articulé autour d'une frégate et d'un avion de patrouille maritime, en plus des éléments français prépositionnés. Elle assure en outre, dans un cadre national, la protection de la flottille de pêche de thoniers senneurs¹ au large des Seychelles avec des équipes de protection embarquées (EPE). Fin 2009, la France avait contribué à hauteur de 22 % dans l'ensemble des attaques déjouées par les moyens militaires.

¹ Thonier senneur : bateau pêchant le thon en utilisant des filets.

Questions

- 1) Relevez les principaux passages stratégiques. (Document 1)
- 2) Expliquez pourquoi ces passages sont stratégiques. (Documents 1 et 2)
- 3) Quels risques menacent le trafic maritime et comment ont-ils évolué ? (Document 1 et document 2)
- 4) Quelles dispositions sont prises pour faire face à ces risques ? (Document 2)
- 5) Dans quelle mesure les routes maritimes reflètent-elles le processus de mondialisation ? (Documents 1 et 2)

Exercice n° 4 Sujet d'étude du programme : **Les migrations internationales**

Document : « États-Unis : de plus en plus d'enfants migrants clandestins »

Source : Margot Guillois, *Courrier international*, 8 juin 2014

Près de 50 000 migrants mineurs ont déjà été arrêtés aux frontières américaines depuis octobre 2013, un chiffre qui va sans doute augmenter d'ici la fin de l'année. Une crise humanitaire, qui inquiète les médias américains. 47 017 mineurs voyageant seuls ont été appréhendés depuis le 1er octobre dernier, soit une augmentation de 92 % par rapport à la même période en 2013, rapporte le *New York Times*. L'administration s'attend à ce que ce chiffre monte à 60 000 d'ici à septembre 2014. Obama a décrit cela, lundi 6 juin, comme "une situation humanitaire urgente".

Selon l'administration américaine, les immigrants sont persuadés que les enfants voyageant seuls sont traités avec plus d'indulgence que les adultes. Une perception pas très éloignée de la vérité, note le *New York Times* : "alors que l'administration Obama a évolué vers une attitude plus agressive d'expulsion des adultes, elle a, dans les faits, expulsé beaucoup moins d'enfants que par le passé".

[...] "Ceux qui viennent du Mexique sont directement ramenés de l'autre côté de la frontière, le reste est pris en charge par le département de la Santé et des Services humanitaires qui les place dans des centres temporaires en attendant que leur processus d'expulsion soit lancé". En 2013, 80 centres accueillait 25 000 enfants non accompagnés. Sans parents dans le pays, les jeunes restent dans des centres fédéraux. [...]

La principale raison de l'exil de ces jeunes reste le risque auquel ils font face dans leurs pays d'origine. Le *Star Tribune*, journal du Minnesota, rapporte les résultats d'une enquête du haut-commissariat pour les réfugiés aux Nations Unies : "la moitié des 400 enfants interrogés ont déclaré avoir été victimes de sévères traumatismes". La plupart de ces jeunes viennent de trois pays d'Amérique centrale principalement : le Salvador, le Guatemala et le Honduras. Ces pays "ont des gangs de rue puissants, une forte présence du crime organisé et du trafic de drogue, et ont donc le plus haut taux d'homicide de la région et du monde", rapporte le quotidien.

Le *Washington Post* s'intéresse à la question financière. "Le projet de prendre en charge et installer ces jeunes migrants du Mexique et d'Amérique centrale pourrait coûter jusqu'à 2,28 milliards de dollars [1,6 milliard d'euros] en 2015, plus du double de ce que le budget avait prévu pour 2015, il y a juste quelques mois". Les jeunes restent dans les centres en moyenne de 30 à 45 jours avant d'être remis à un parent. "Le problème des jeunes migrants va être le casse-tête politique le plus complexe du Parlement et du Sénat dans les débats sur le budget du gouvernement", prédit le quotidien.

Questions

- 1) D'où viennent les enfants migrants évoqués par le document et pourquoi fuient-ils leurs pays de départ ?

- 2) Qu'arrive-t-il à ces enfants lorsqu'ils atteignent la frontière des États-Unis ?

- 3) Comment a évolué le nombre d'enfants entrant illégalement aux États-Unis depuis 2013 et pourquoi ?

- 4) Montrez que la question de la migration des enfants vers les États-Unis pose des problèmes économiques, moraux et humanitaires.

ANNEXE

À remettre avec la copie d'examen



LÉGENDE

Figurés

Figurés	
	Deux pays émergents sur deux continents différents
	Une mégalopole
	Une interface